

Déclaration commune FSU, UNSA éducation, UNSEN-CGT, FCPE au CDEN du 16 décembre 2008.

Alors que la rentrée 2008 s'est passée dans des conditions difficiles au plan national, les Landes n'ont pas été épargnées.

Pour le second degré la quasi totalité des indicateurs sont dans le rouge :

- Baisse du nombre de postes avec des augmentations d'effectifs.
- Progression du nombre d'élèves par classe.
- Stagnation des moyens vie scolaire.
- Service administratif pressurisé
- Accompagnement social et médical sans moyens et insuffisant
- Doublement de heures supplémentaires au détriment des heures postes.
- Augmentation des postes à cheval sur plusieurs établissements.
- Explosion de la précarité
- Disparition de la carte scolaire.

Dans ce contexte, le manque de visibilité de la réforme des lycées, voulue par le Ministre de l'Éducation à la rentrée 2009 en classe de seconde, ne pouvait qu'attiser les craintes des élèves, parents et enseignants. Son report qui est un « succès » des mobilisations, ne doit pas occulter les autres réformes comme la généralisation bac professionnel en 3 ans et ses conséquences sur l'enseignement professionnel, les milliers de suppressions de postes (13500 1° et 2° degré). Nous serons encore mobilisés pour faire échouer ces réformes qui ne vont pas dans le sens de la réussite des jeunes.

Dans le premier degré, le plan de rattrapage demandé par l'ensemble des acteurs de l'éducation n'est toujours pas au rendez-vous et les Landes figurent toujours dans le peloton de queue au niveau du taux d'encadrement malgré notre profil rural. L'école maternelle paie les conséquences du déficit et l'accueil des moins de trois ans est devenu anecdotique dans tout le département. Encore une fois, c'est sans aucun argument scientifique solide que le ministère s'apprête à se désengager de la scolarisation des tout-petits. Alors que le rapport de la cour des comptes commandé par la commission des finances du sénat conclut qu'il serait dangereux de prendre toute décision précipitée et dogmatique en la matière, au vu des résultats des recherches, le ministère a clairement affiché sa détermination de mettre fin à la scolarisation des 2-3 ans.

La nouvelle organisation de la semaine scolaire à l'école primaire construite dans la précipitation conduit à un alourdissement de la journée des écoliers les plus fragiles, alourdissement défavorable aux apprentissages.

La réduction du temps scolaire et la focalisation sur les « fondamentaux » encouragée par les nouveaux programmes et les évaluations bilans CE1 et CM2 ne faciliteront pas la réussite d'un plus grand nombre d'élèves contrairement à l'objectif affiché : avec moins de temps, on va plus vite, on supprime le « superflu », le « culturel », on renonce à des pratiques pédagogiques plus consommatrices de temps. Au final, on réduit les moyens pour mobiliser tous les élèves sur les apprentissages et on augmente les inégalités entre ceux qui disposent du capital culturel à la maison et ceux qui n'ont que l'école pour le construire.

L'externalisation, hors du temps scolaire obligatoire de l'aide personnalisée, de l'accompagnement éducatif et des stages de révision est inacceptable. Elle acte le fait que ces missions de soutien ne relèveraient plus du "cœur de métier" de l'école publique. Poser le principe qu'elles sont facultatives et pour certaines sur la base du volontariat a pour effet, notamment dans un département rural comme le nôtre, d'accroître l'inégalité dans l'accès à l'ensemble des missions de l'école publique. (Un exemple : Seuls 70 élèves sur les 340 élèves d'un collège en REP participent à l'accompagnement éducatif)

Parallèlement à cette organisation de la semaine scolaire, l'instauration de l'aide personnalisée est utilisée par le ministère pour justifier la remise en cause des réseaux d'aide sans qu'aucune évaluation n'ait eu lieu et sans aucun fondement scientifique. L'aide personnalisée ne peut et ne doit pas être confondue avec l'aide spécialisée. Les 200 000 signatures de la pétition RASED montrent le rejet massif du projet de sédentarisation des 3000 maîtres spécialisés à la rentrée 2009.

Ce rapide tour d'horizon qui est loin d'être exhaustif suffit déjà à faire douter de l'impact de ces réformes sur la qualité de l'école, et sur l'équité scolaire alors qu'on en voit clairement les incidences budgétaires.

Il est grand temps que le ministre s'engage dans un dialogue social digne de ce nom et ouvre de vraies négociations. Pour cela, il faudra d'abord qu'il se départisse de ce mépris qu'il affiche de plus en plus fréquemment pour les organisations syndicales représentatives et la FCPE, pour les instances paritaires ou pour les avis des différents conseils notamment du Conseil Supérieur de l'Éducation.

En tout état de cause, la FSU, l'UNSA Education, la CGT éducation et la FCPE continueront d'agir et de mobiliser pour une école de qualité, une école plus juste et plus efficace.

Mont de Marsan, le 16.12.2008.